

**NADJI SAFIR<sup>(\*)</sup>, SOCIOLOGUE,**

# «Il faut sortir de la

**Observateur averti des «logiques lourdes» qui mettent en mouvement la société, particulièrement dans le domaine économique à travers ses retombées et la conduite des affaires du pays, Nadji Safir en appelle à la sortie urgente du système rentier, unique voie de salut pour parer aux périls de la raréfaction continue des richesses fossiles. Parce qu'il ne faut pas hypothéquer l'avenir des générations qui viennent, car, envers elles, nous avons des devoirs et des responsabilités.**

**Le Soir d'Algérie :** Sociologue, après avoir été actif dans la recherche, notamment à l'Association algérienne pour la recherche démographique économique et sociale (AARDES), aux côtés des regrettés M'hamed Boukhobza, Djilali Liabès et Mohamed Khelladi, ainsi que dans l'enseignement supérieur, à l'Institut de sociologie de l'Université d'Alger, vous avez également occupé — de 1984 à 1991 — les fonctions de chef de département à la Présidence de la République, puis à l'Institut national des études de stratégie globale (INESG). Vous étiez à des postes d'observation privilégiés, notamment pour ce qui concerne la manière dont parviennent les demandes, les propositions, voire les critiques émanant de la société aux centres de décision politique. Quels enseignements en tirez-vous maintenant que vous êtes, en quelque sorte, de «l'autre côté de la barrière» ?

**Nadji Safir :** Je dois d'abord vous dire qu'en 1984, alors que j'enseignai la sociologie à l'Université d'Alger, et que j'ai été appelé à rejoindre la Présidence de la République, même si le



Nadji Safir.

tuts de recherche en sciences sociales dans les domaines les plus divers ou de sondage ou de planification ou de prospective, etc. — et de la faiblesse des relations établies avec le peu d'entre elles qui sont fonctionnelles. Cette situation trouve en grande partie son origine dans une forte méfiance du pouvoir politique à l'égard de toutes les institutions en mesure de conduire une réflexion sur la société toujours perçues, ainsi que les individus qui les composent, comme présentant un risque de contestation de son autorité. Alors, évidemment, le pouvoir politique essaie de développer ses propres instruments qui, pour l'essentiel, sont constitués par les divers services de sécurité dont l'une des attributions essentielles a toujours été celle de connaître la société et de sonder l'opinion publique. Etant donné les diverses contraintes pesant sur les conditions de fonctionnement de ces services, il est évident que la qualité de leurs informations, biaisée par une

Photo : D.R.

l'avenir — j'en vois sept autres : la deuxième est celle que représente une emprise grandissante dans toute la société de ce qui s'articule autour de l'objectif d'accaparement de la rente liée à la valorisation des hydrocarbures qui devient une préoccupation majeure pour tous les acteurs sociaux. La troisième, en partie en lien avec la précédente, concerne l'importance croissante de l'économie informelle qui a fini par constituer un espace social de plus en plus important et, à certains titres, autonome et dont les modalités de fonctionnement le font clairement apparaître comme représentant de puissantes forces économiques. La quatrième s'articule autour de l'importance grandissante que prend un attachement renouvelé aux principes de l'Islam, tels que réinterprétés sur la base de lectures littéralistes de la tradition islamique et qui se manifeste de manière ostentatoire en tant que marqueur social et identitaire fort. La cinquième procède également d'une problématique identitaire puisqu'elle concerne l'affirmation de particularismes linguistiques prenant notamment la forme de différents types de langue amazighe ou bien encore de cultures locales singulières et qui peuvent se transformer en projets de sauvegarde d'une identité régionale. La sixième est porteuse de l'émergence de l'individu en voie d'émancipation des différentes formes de solidarité primaire qui, pendant longtemps, ont constitué pour lui un carcan limitant fortement ses capacités de mouvement et d'expression. La septième concerne les femmes dont les remarquables performances dans le système éducatif et la présence croissante dans l'espace public sont en train de renforcer leur impact sur les évolutions de la société. La huitième est celle liée à la poursuite d'un rythme élevé d'urbanisation engagé depuis longtemps et que les événements des années 1990 ont accéléré.

**De toutes ces évolutions que vous venez d'évoquer, quelles sont celles qui vous semblent les plus importantes en ce sens qu'elles contribuent à structurer la société ?**

Incontestablement, la plus importante est la deuxième qui finit par générer ce que j'appelle un processus de «rentiérisme», en ce sens que la logique de rente finit par s'imposer à tous les acteurs sociaux, en leur dictant leurs attitudes et actions. De manière plus générale, dans le contexte rentier dominant, tous les acteurs sociaux articulent fondamentalement leur stratégie en essayant de se positionner de manière à capter au service de leurs intérêts le maximum d'effets positifs de la redistribution de la rente liée à la valorisation des hydrocarbures. Or, cette recherche de maximisation d'avantages — matériels ou symboliques — n'est pas fondamentalement basée sur un effort physique ou intellectuel à déployer en conséquence et en proportion duquel serait obtenu le résultat escompté. En fait, le bénéficiaire supposé va toujours arguer de droits légitimes fondant sa revendication en vue de retirer, sous les formes qu'il estime être les plus appropriées, des avantages lui permettant d'améliorer les conditions

**Etant donné la nature du pouvoir et d'une grande majorité du personnel politique qui en détient les leviers de décision, tout un chacun est convaincu qu'il connaît bien le peuple et qu'il sait parfaitement ce que le peuple veut !**

de ses propres logiques de mobilité sociale ascendante. C'est ainsi que s'installe dans toute la société une «mentalité de rentier» qui consiste à déployer le minimum d'effort pour obtenir le maximum d'avantages et qui va s'appliquer dans tous les domaines d'activité. L'un des plus significatifs — et en même temps des plus scandaleux — est certainement celui de l'enseignement qui, lui aussi, est gangréné par la logique rentière qui, dans le cas d'espèce, fait de la réussite à un examen ou à un concours un droit aussi légitime que celui de bénéficier d'une subvention publique pour le prix du lait ou de l'électricité. De ce point de vue, le comble a été atteint lors de l'examen du baccalauréat en juin 2013, puisque, lorsque des sanctions légitimes ont été prises contre des fraudeurs, non seulement eux-mêmes ont

publiquement protesté à Alger, mais leurs parents les ont soutenus et en ont fait autant. De tels phénomènes sont des illustrations concrètes de ce processus de «rentiérisme» qui constitue certainement l'une des logiques les plus puissantes structurant la société.

En dévalorisant les notions d'effort et de mérite et en la faisant entrer dans une compétition féroce qu'illustre bien une expression aussi horrible que «tag 'ala men tag» — inconnue de ma génération — qui est révélatrice d'un état d'esprit dévastateur trouvant son origine dans le processus de «rentiérisme».

Cela dit, car il ne faut jamais négliger les intuitions et les visions dont sont porteurs les poètes, l'une des analyses les plus fines des évolutions de la société algérienne contemporaine est certainement celle que nous a livrée le regretté Mustapha Toumi dans un texte aussi beau que subtil, relevant d'une lecture à plusieurs degrés — «Soubhan Allah Ya Ltif» — et qui a été si magnifiquement interprété par le véritable monument national qu'aura été Hadj M'hamed El Anka.

**Les nombreux problèmes que vivent les jeunes se présentent comme des éléments marquants de la société algérienne d'aujourd'hui. Mais ce sont aussi les ingrédients d'un «cocktail explosif» s'ils ne sont pas correctement pris en charge en raison d'une mauvaise gouvernance. Qu'en pensez-vous ?**

D'après les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS - septembre 2015), la population que l'on peut considérer comme jeune — soit celle âgée entre 15 et 34 ans — représente sensiblement 14 millions de personnes, soit 36,32% de la population totale. Le problème majeur que connaissent ces jeunes est fondamentalement celui du chômage — y compris chez les diplômés —, puisque 82,6% des chômeurs officiellement identifiés sont âgés de moins de 35 ans et que près de 45% d'entre eux sont diplômés : soit de l'enseignement supérieur (21,0%) soit de la formation professionnelle (23,3%), et ce, pour un taux de chômage de 11,2% correspondant à un effectif de 1 337 000 personnes. Par ailleurs, les salariés non permanents et apprentis représentent un effectif de 2 855 000 personnes et les aides familiaux 155 000. Dès lors, si l'on considère l'ensemble formé par les salariés non permanents et apprentis, les aides familiaux et les chômeurs, nous sommes en présence d'un effectif — tel qu'officiellement recensé — de 4 347 000 personnes dont le statut économique est instable. En fait, il s'agit d'une partie importante de la jeunesse qui peut être essentiellement définie comme étant dans une situation de vulnérabilité en termes d'emploi. Quelles que soient les diverses formes que cette vulnérabilité peut effectivement prendre : chômage, sous-emploi, emploi non permanent ou emploi dans l'économie informelle. Voire, en y incluant

poste que j'étais appelé à occuper n'était pas à proprement parler politique, je me suis très vite posé de nombreuses questions liées à la question des rapports entre mes nouvelles fonctions et mon statut de sociologue, impliquant une autonomie de réflexion, que je me suis toujours efforcé de préserver. D'ailleurs, en sociologie, c'est un vieux débat qu'illustre un remarquable essai du sociologue allemand Max Weber, connu dans sa version française sous le titre *Le savant et le politique* qui a été publié chez nous par l'Enag, en 1991, dans le cadre de sa collection El Aniss, dans une édition précédée d'une présentation dont j'étais l'auteur. Et dans laquelle je rappelais les principes énoncés par Max Weber qui insiste sur le strict respect de chacun des deux champs particuliers — la science et la politique — afin de pleinement préserver la cohérence de chacun d'entre eux. Principes salutaires que j'ai toujours respectés dans ma propre pratique et c'est donc en tant que sociologue, fortement imprégné de culture économique par mes itinéraires intellectuel et professionnel, que je vais répondre à vos questions. Mais avec une nuance, dans la mesure où la position du sociologue n'est nullement incompatible avec celle du citoyen, puisqu'il ne peut couper le «cordon ombilical» qui le relie à sa société.

**Alors, après ces premières remarques introductives, je vous repose ma question : quels enseignements tirez-vous de ce que vous avez pu observer en ce qui concerne les rapports entre la société et les centres de décision politique ?**

Pour aller à l'essentiel, je retiendrai une profonde méconnaissance de la part des centres de décision politique des évolutions réelles de la société. Elle procède, à la fois, de la faiblesse même des institutions existantes et réellement opérationnelles en mesure de connaître et d'apprécier les évolutions de la société — insti-

**Cela dit, un quart de siècle après 1991 que vous venez d'évoquer, il est évident qu'en 2016 nous sommes dans une autre Algérie, ne serait-ce que par le nombre de ses habitants qui, aujourd'hui, dépasse les 40 millions d'habitants. De votre point de vue, quelles sont les logiques les plus significatives qui caractérisent les évolutions de la société algérienne au cours de ces deux dernières décennies ?**

Pour reprendre vos propos, nous sommes dans une autre Algérie dans laquelle l'une des logiques les plus significatives est constituée par une nette reprise de la natalité, illustrée par le fait qu'en 2014, et pour la première fois de son histoire, le pays a enregistré plus d'un million de naissances vivantes. Outre cette première logique — lourde de conséquences pour